

Marchand défend les missions à l'étranger

Il jure que la ville en retire de nombreux bénéfices

Le Journal de Québec · 02 oct. 2024 · 17 · TAÏEB MOALLA

GENÈVE | Malgré les « énormes » critiques d'une partie de la population, Bruno Marchand a défendu la pertinence des missions qu'il mène à l'étranger en assurant que la ville en retire systématiquement de nombreux bénéfices à court, moyen ou long terme.



Hier matin, à Genève, le maire de Québec a tenu à prendre la parole devant quelques dizaines de ses homologues lors du Forum des maires, un événement organisé par L'ONU.

« C'est un réel défi de pouvoir faire en sorte de multiplier les relations entre villes et avec de grandes organisations. Le défi qu'on a à Québec est, entre autres, lié à la participation à ces missions qui sont énormément critiquées dans l'opinion publique et sont énormément source de haine envers les élus municipaux, notamment le maire que je suis », a-t-il lancé durant un atelier.

D'après lui, « ça nous oblige parfois à limiter les actions de ce type-là [les missions] bien qu'on les trouve très pertinentes. Il y a quelque chose qui peut nous aider, de façon commune. C'est d'être toujours capable de démontrer des résultats concrets, ce qui n'est pas toujours facile ».

Les applaudissements nourris des confrères du maire Marchand à la suite de son court discours laissent croire que ce type de critiques n'est pas l'apanage de Québec.

DES IDÉES D'AILLEURS

Invité par Le Journal à préciser sa pensée, le maire Marchand a insisté sur l'importance de se rendre à l'étranger pour tisser des liens et pour tenter d'exporter des idées novatrices. Par exemple, les stationnements incitatifs se multiplient à Split, en Croatie. Est-ce possible d'en avoir davantage dans des secteurs proches des quartiers centraux à Québec tout en garantissant des navettes efficaces par bus ? La question sera posée aux différents services municipaux concernés, a indiqué le maire.

DÉFIANCE

D'après M. Marchand, la défiance d'une partie de la population envers les missions à l'étranger s'explique en partie par les « abus » de certains politiciens qui sont mis en lumière, à juste titre, par les médias.

Mais Bruno Marchand a affirmé que ces « histoires d'horreur » constituent des exceptions.

« Zéro inquiétude » pour le projet, dit Marchand

Le Journal de Québec · 02 oct. 2024 · 16 · TAÏEB MOALLA

LAUSANNE | Malgré la sortie parisienne du premier ministre du Québec sur la légalité du contrat du matériel roulant du tramway avec Alstom, Bruno Marchand a juré avoir « zéro inquiétude » pour le mégaprojet. Il a même ajouté qu'il voyait dans les propos de François Legault une illustration du « sérieux » du gouvernement dans ce dossier.

C'est ce que le maire de Québec a assuré, hier en début de soirée heure européenne, à son arrivée à Lausanne, en Suisse, où il poursuit sa mission.

« La bonne nouvelle, c'est qu'il [François Legault] réitère qu'il va aller de l'avant et qu'il va aller rapidement. Une des preuves que le projet avance est qu'on évalue ce type de détails [sur la légalité du contrat donné par la Ville à Alstom en avril 2023] », a-t-il soutenu.

Pour M. Marchand, il ne faut surtout pas voir dans ces vérifications légales un écueil ou un nuage dans le ciel du projet.

« Pour l'instant, ce n'est pas encore un nuage. Est-ce que ça le deviendra ? On verra. C'est pas un nuage. Que le gouvernement du Québec veuille s'assurer de la légalité du processus d'offres qui a été fait dans un contrat comme celui-ci, c'est tout à fait normal. Et, jusqu'à preuve du contraire, ça ne retarde pas le projet », a-t-il insisté en se défendant de faire preuve d'un optimisme béat.

« CONTINUER D'AVANCER »

Pendant que le gouvernement du Québec s'assure de la légalité du contrat, le maire soutient « qu'on peut faire d'autres choses et continuer d'avancer ce projet-là pour le livrer pour 2030. Ça ne change rien à ce qu'on souhaite et à le partir rapidement ».

Contrairement aux travaux pour lesquels il ne faudrait surtout pas rater la saison de construction 2025, la livraison des rames du tramway n'est pas aussi urgente à ce stade-ci du processus, a-t-il plaidé.

« Ça ne doit pas tarder parce qu'il y a un temps de construction pour ces wagons-là, a-t-il convenu. Mais, en même temps, présentement, je n'ai pas de craintes. »

CLAIRE PRÉFÉRENCE POUR ALSTOM

Sans commenter le processus de vérification en cours, le maire Marchand a déclaré que le fait d'accorder le contrat final à Alstom serait tout de même le choix « le plus rapide » et « le meilleur pour le Québec ».

« Dans l'idéal, si on respecte les normes, c'est la meilleure chose qui pourrait arriver pour le Québec, pour la vitesse et pour l'absence de perte de temps de repartir dans un nouvel appel d'offres », a-t-il fait remarquer.

Qualifiant Alstom de « partenaire de qualité », Bruno Marchand a évoqué les emplois à l'usine de La Pocatière où les rames du tramway doivent être, en partie, fabriquées.

« C'est des employés qui sont au Québec, qui sont compétents et en qui on a confiance. Ils ont gagné le processus d'appel d'offres », a-t-il rappelé.

L'opposition de l'hôtel de Ville souhaite que les élus réclament à l'unanimité le respect du statut de capitale qui prévoit que Québec doit être le lieu des rencontres diplomatiques importantes.

Le chef de l'opposition officielle de Québec d'abord, Claude Villeneuve, devait déposer hier au conseil un avis de proposition demandant « le respect de la loi accordant le statut de Capitale-nationale à la Ville de Québec ».

Il y rappelle que cette pièce législative fait de Québec « le lieu de prédilection pour l'accueil des dignitaires étrangers, des rencontres diplomatiques et des sommets gouvernementaux, ainsi que pour les grandes rencontres politiques et les négociations importantes auxquelles participe le gouvernement du Québec ».

UNANIMITÉ

L'avis de proposition, appuyé par la conseillère Anne Corriveau, demandera que le conseil municipal réaffirme d'une voix unanime son appui à la loi.

« C'est quelque chose de fondamental pour nous que le conseil municipal parle d'une seule voix pour rappeler qu'à notre avis, la quasi-totalité des rencontres diplomatiques devrait avoir lieu dans la capitale. Le fait de les tenir à l'extérieur, ça devrait être une exception et non pas une pratique courante », a expliqué Claude Villeneuve hier, quelques minutes avant le conseil municipal.

« On espère bien avoir l'appui unanime de l'ensemble du conseil. »

Le comité exécutif devra en prendre connaissance et trancher. Sa décision sera rendue dans une séance ultérieure.

« RIDICULE »

La semaine dernière, plusieurs acteurs, dont le maire de Québec, Bruno Marchand, avaient déploré le fait que le président français, Emmanuel Macron, ait été reçu à Montréal plutôt qu'à Québec. Le ministre responsable de la Capitale-nationale, Jonatan Julien, avait minimisé les critiques et affirmé qu'il serait « ridicule » de s'engager à tenir toutes les rencontres à Québec.